

**REPUBLIQUE DOMINICAINE : FICHE PAYS – JANVIER 2023**

Catégorie OCDE (2022) : 4/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB- / Ba3 / BB-

Change : Peso dominicain (DOP) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -



**FORCES**

- Infrastructures touristiques modernes et destination prisée
- Accords de libre-échange avec l'Union européenne et les Etats-Unis
- Population jeune et fortement urbanisée
- Attraction des IDE

**FAIBLESSES**

- Dépendance à l'égard des économies développées, principalement américaine
- Faiblesse des revenus du gouvernement
- Faible taux de scolarisation et manque de travailleurs qualifiés
- Fortes inégalités et niveau de pauvreté élevé

**SYNTHÈSE :**

Évolution des risques : stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- **Vulnérabilité de la croissance** : L'activité devrait continuer de croître autour de 5 % en 2022 et 2023, principalement portée par le tourisme (retour des entrées de touristes à des niveaux comparables à 2019 dès 2021) et la consommation des ménages (hausse des salaires et importants envois de fonds des ressortissants à l'étranger). Toutefois, une inflation élevée depuis 2021 (9,1 % en moyenne ytd) a poussé la banque centrale (CBDR) à resserrer sa politique monétaire (+550pdb depuis octobre 2021), ce qui pourrait finir par impacter la croissance. L'impact du net coup de frein dans les économies avancées prévu pour 2023 est un risque à surveiller, en particulier pour le secteur touristique.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit devrait se creuser en 2022 (-3,5 % du PIB selon le FMI) du fait des mesures de soutien au pouvoir d'achat face à l'inflation. Le retrait progressif prévu de ces mesures permettrait une légère résorption de ce déficit (-3,1 % en 2023). Après un pic en 2020, le ratio dette/PIB continuerait de diminuer à la faveur du dynamisme de l'activité.
- **Vulnérabilité extérieure** : La forte croissance de la facture énergétique et une modération de la croissance des exportations devraient entraîner un creusement du déficit courant en 2022 (-3,3 % selon le FMI). La hausse combinée des flux d'IDE et des réserves internationales solidifie toutefois la position extérieure du pays.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire s'est montré très résilient face au choc lié à la pandémie et continue de soutenir l'économie. Dès 2021, les taux de NPL et de ROE ont dépassé leur performance de 2019.

**Environnement politique et gouvernance :**

- **Stabilité socio-politique** : L'afflux de migrants haïtiens, les inégalités fortes et la colère montante face à la perception de la corruption des élites par la population sont autant de risques d'instabilité. La situation sociale semble cependant stable à ce stade.
- **Climat des affaires** : L'alternance politique en août 2020 n'a pas modifié l'agenda pro-business des autorités dans le but d'attirer des IDE pour développer ses infrastructures. Toutefois, des difficultés se font sentir pour simplifier la réglementation.

**Environnement et politique du climat :**

- **Vulnérabilité climatique** : Très exposée à la montée des eaux et à la multiplication des cyclones dans la région tandis que son mix énergétique est très carboné, la République Dominicaine est classée 101<sup>e</sup> sur 182 pays au ND-Gain.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

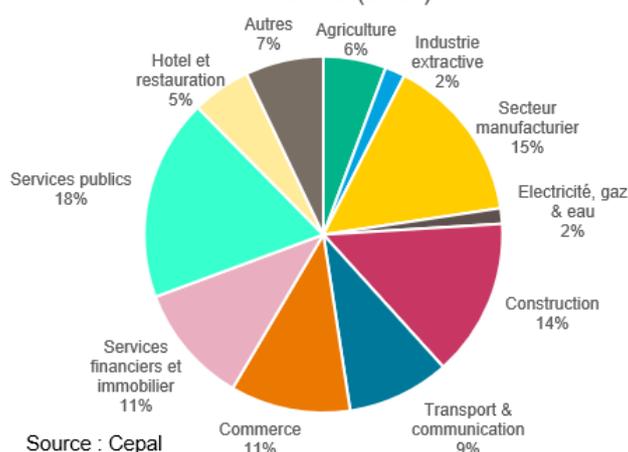
Principaux partenaires commerciaux + France				Principaux produits échangés			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Etats-Unis	54,1%	Etats-Unis	42,8%	Or, articles de bijouterie	20,9%	Pétrole, gaz	15,7%
Haïti	9,0%	Chine	15,7%	Machines, appareils élect.	10,5%	Machines, appareils m	8,1%
Suisse	6,3%	Mexique	4,0%	Instruments, appareils (médecin)	10,2%	Machines, appareils él	7,5%
Inde	5,1%	Espagne	3,4%	Tabac ou substituts	9,1%	Matières plastiques	7,5%
France (19 <sup>e</sup> me)	7,0%	France (15 <sup>e</sup> me)	0,9%	Produits pharmaceutiques	4,9%	Véhicules	7,2%

Source: *Enused*

<b>REP DOMINICAINE</b>		2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>							
PIB (Mds USD, courant)		86	89	79	95	112	122
	<i>Rang PIB mondial</i>	69	69	69	69	67	69
Population (Mns)		10,3	10,4	10,4	10,5	10,6	10,7
	<i>Rang Population mondiale</i>	85	85	85	85	85	84
PIB / habitant (USD)		8 341	8 595	7 554	8 986	10 573	11 406
Croissance PIB (%)*		7,0	5,1	-6,7	12,3	5,3	4,8
Inflation (moyenne annuelle, %)		3,6	1,8	3,8	8,2	9,0	5,7
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		56,4	55,9	56,9	57,1	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>							
Dette publique (% PIB)		50,5	53,6	71,5	63,1	58,4	57,6
Solde public (% PIB)		-2,2	-2,2	-7,9	-2,9	-3,5	-3,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		17,0	17,7	21,6	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>							
Solde courant (% du PIB)		-1,5%	-1,3%	-1,7%	-2,8%	-3,3%	-2,7%
IDE (% du PIB)**		3,0%	3,4%	3,2%	3,3%	3,0%	2,9%
Réserve (en mois d'importation B&S)**		4,5	5,2	7,5	6,1	7,0	7,7
Dette extérieure totale (% PIB)**		39%	43%	56%	43%	39%	37%
Dette extérieure CT (% PIB)*		2,6%	2,8%	2,8%	NA	NA	NA
Taux de change**		49,5	51,3	56,5	57,2	NA	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>							
Fonds propres / actifs pondérés		17,1	14,4	18,2	14,6	NA	NA
Taux de NPL		1,6	1,6	1,9	1,3	NA	NA
ROE		20	19,1	15,6	20,7	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)		129	123	NA	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		NA	NA	115	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>		92	83	84	82	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>		93	96	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>		NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, Sources: FMI, \*Banque Mondiale, \*\*Oxford Economics. a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

République Dominicaine : part des secteurs dans le PIB (2021)





## 1. SITUATION ECONOMIQUE

### • Une économie résiliente après la crise Covid

La croissance du PIB, en forte reprise en 2021 (+12,3 % en g.a) après une chute en 2020 (-6,7 %), a continué à un rythme élevé au S1 2022 (+5,7 %).

L'activité est portée par une reprise rapide du secteur du tourisme<sup>1</sup> (environ 16% du PIB du pays en 2019). Cela a été permis par une campagne de vaccination parmi les plus rapides des Caraïbes et un relâchement rapide des mesures sanitaires favorisant le retour des touristes étrangers (américains en particulier).

La consommation privée (70 % du PIB environ) bénéficie de l'amélioration du marché du travail<sup>2</sup> et d'une bonne tenue des envois de fonds des ressortissants à l'étranger<sup>3</sup>. L'investissement bénéficie de la hausse des flux de capitaux étrangers dans le secteur du tourisme (+8,4 % au T1), mais le durcissement de la politique monétaire pourrait ralentir l'investissement local.

L'inflation est cependant source d'inquiétude pouvant peser sur la consommation privée sur la deuxième partie de l'année. Elle atteint 9% en g.a. au T3 due à la hausse des prix mondiaux des biens alimentaires et de l'énergie. Des mesures d'aide gouvernementales ont cependant permis de soutenir le pouvoir d'achat des ménages<sup>4</sup>.

Enfin, sur le front externe, le dynamisme de l'activité américaine sur la première partie de l'année a profité aux exportations dominicaines (+16,5 % au S1).

Dans ce contexte, une croissance comprise entre +4,6 % et +5,5 % en 2022 est attendue par la plupart des prévisionnistes.

### • Vers un ralentissement de l'activité en 2023

Pour 2023, la croissance serait comprise entre +4,4% et +5%, en dessous de la croissance moyenne de +6,1 % entre 2015 et 2019. Le ralentissement de l'économie américaine en particulier (1<sup>er</sup> client à l'export et 1<sup>ère</sup> source de transferts de fonds des travailleurs expatriés<sup>5</sup>) pourrait peser sur l'activité en République Dominicaine.

Les pressions inflationnistes pourraient cependant progressivement diminuer avec la modération prévue des prix des matières premières (pétrole en particulier) et favoriser la consommation des ménages. L'inflation

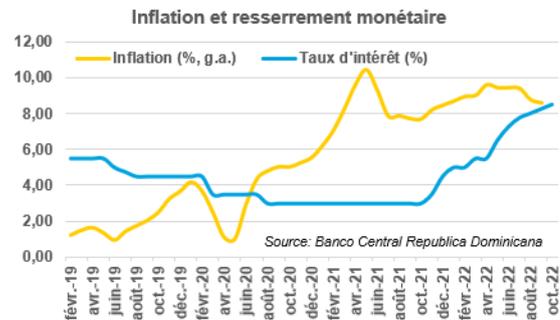
<sup>1</sup> Les entrées de touristes sur la période janvier-août ont augmenté de +66,9 % en g.a, atteignant des niveaux comparables, voire supérieurs, à ceux de 2019.

<sup>2</sup> Le chômage a baissé à 5,2 % au T2 après une moyenne de 7,4 % en 2021, grâce notamment au rebond du secteur du tourisme.

<sup>3</sup> En baisse par rapport à 2021 (-7,6 % au S1 en g.a), les envois de fonds restent supérieurs de 38,3 % en janvier-août aux sommes envoyées à la même période en 2019. De plus, si cette baisse doit en partie sans doute au ralentissement de l'économie américaine à partir de mi-2022, c'est aussi un effet

moyenne passerait ainsi de 9 % à 5,7 % entre 2022 et 2023, selon les prévisions du FMI. Un assouplissement progressif de la politique monétaire, pouvant soutenir le crédit local, pourrait ainsi être envisagé.

A noter en effet que la banque centrale (CBDR) dont la cible d'inflation est de 3-5 %, a monté ses taux de 575pdb depuis octobre 2021, à 8,5 %.



### • De bonnes perspectives économiques de long-terme mais des défis sociaux importants

Le FMI table sur une croissance moyenne de 5 % du PIB entre 2023 et 2027, surperformant le niveau de croissance dans les Caraïbes (3 %). Ce dynamisme serait porté en particulier par le tourisme grâce aux investissements des dernières années pour moderniser les infrastructures d'accueil.

Le secteur manufacturier, notamment la fabrication d'instruments et d'appareils médicaux, pourrait profiter d'accords de libre-échange avec les Etats-Unis et l'Union européenne, d'une taxation avantageuse et d'une main d'œuvre peu coûteuse.

Le secteur minier de l'or, secteur avec la plus forte croissance du pays pendant plusieurs années, devrait voir des gains plus modestes mais toujours positifs, attirant des investissements étrangers avec des cours de l'or qui resteraient élevés.

Les prévisions démographiques sont également favorables pour soutenir la croissance du pays (âge médian de 28,3 ans en 2021 et fort taux d'urbanisation).

Le potentiel de croissance du pays pourrait cependant rester contraint par le développement limité de ses capacités industrielles et par un faible investissement en compétences et innovation. Le pays souffre notamment

du resserrement du marché du travail dominicain qui a eu pour effet de réduire les besoins d'aide financière des ménages.

<sup>4</sup> Suspension de l'ajustement trimestriel des tarifs de l'électricité et subventions sur le carburant, l'électricité, les fertilisants et la nourriture notamment.

<sup>5</sup> Les Etats-Unis captent environ 55 % des exportations dominicaines de biens (70 % avec l'Inde et la Suisse) et fournit 38 % des arrivées de touristes (80 % avec le Canada et l'Europe). De plus, environ 85 % des envois de fonds sont en provenance des Etats-Unis.



d'un faible taux de scolarisation<sup>6</sup>, d'un manque de travailleurs qualifiés et d'une productivité faible pouvant freiner l'implémentation d'industries à plus forte valeur ajoutée. En outre, le secteur informel conserve une part importante dans l'économie domestique. De plus, la localisation du pays dans la « hurricane belt », le rend particulièrement vulnérable aux conditions climatiques extrêmes, le changement climatique exacerbant ces risques (cf. Partie 5).

### • Un secteur bancaire résilient

La crise sanitaire ne semble pas avoir eu d'effet majeur sur la santé du secteur bancaire. Ainsi, après une légère hausse à 1,9 % en 2020, le taux de prêts non performants (NPL) sur le total des prêts est redescendu à 1,3 % en 2021, en-dessous des chiffres pré-pandémie (1,6 % en 2019). La rentabilité bancaire s'est également montrée résiliente. La baisse du ROE à 15,6 % en 2020 n'a pas duré, le ROE surpassant là-aussi les niveaux pré-pandémie dès 2021 (20,7 % contre 19,1 % en 2019).

La résilience du secteur a aussi été permise par la prudence des banques. Le rapport des provisions sur les NPL est ainsi passé de 169 % en 2019 à 217 % en 2020, puis 362 % en 2021.

Toutefois, le secteur bancaire dominicain reste relativement petit et peu accessible pour la grande majorité de la population. Le portefeuille des crédits en 2021 ne représentait ainsi que 28 % du PIB, taux relativement stable depuis plusieurs années.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

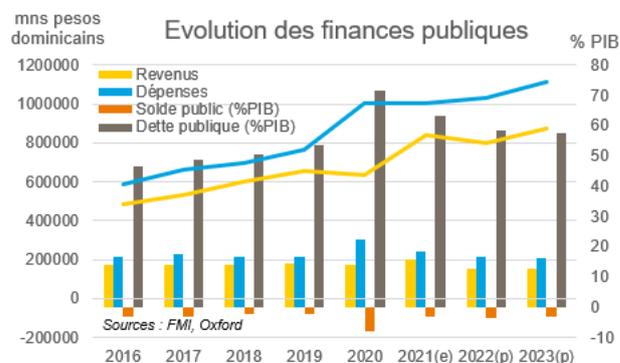
La République Dominicaine devrait enregistrer un déficit budgétaire de -3,5 % du PIB en 2022 (contre -2,9 % en 2021). Les subventions et les programmes sociaux pour faire face aux pressions inflationnistes ont fortement pesé sur les dépenses (+11,3 % en 2022 en g.a)<sup>7</sup>. Cela devrait être partiellement compensé par une hausse des revenus (+6,7 % selon le FMI) avec une croissance des taxes sur les ventes et la reprise de la demande.

Les autorités ont annoncé que la politique budgétaire serait resserrée graduellement entre 2023 et 2026 pour assurer le financement durable des programmes sociaux et des projets d'équipements publics. Une baisse des dépenses, notamment de subventions, des hausses de taxes et des progrès de collecte des revenus seraient ainsi à attendre<sup>8</sup>. Cependant, des risques de dérapage restent nombreux, notamment en cas de poursuite des pressions inflationnistes et particulièrement à l'approche des élections de 2024.

<sup>6</sup> Plus de 40 % des enfants dominicains ne sont pas scolarisés, principalement dans les zones rurales.

<sup>7</sup> Source : FMI. Plusieurs mesures devraient rester en place au moins jusqu'à la fin de l'année 2022. De nombreuses dépenses ont également été effectuées par le gouvernement dans le but d'améliorer les infrastructures après l'ouragan Fiona de septembre 2022.

Après un pic à 71,5 % du PIB en 2020, la dette publique a chuté à 63 % en 2021 et devrait continuer de se réduire (prévue à 58,4 % en 2022, en-dessous de la moyenne de 69 % de la zone Amérique Latine et Caraïbes). La reprise de l'activité, ainsi que le retrait progressif des mesures de soutien à l'activité devraient favoriser la réduction du ratio dette publique sur PIB.

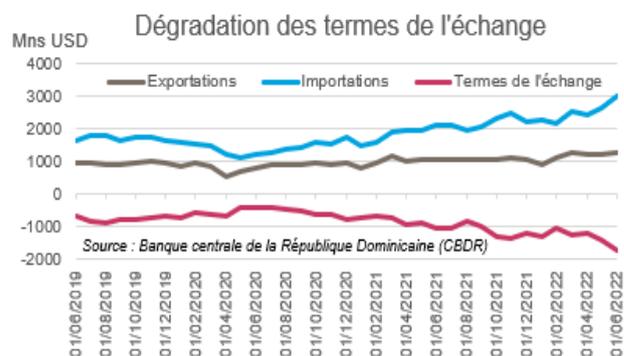


## 3. POSITION EXTÉRIEURE

### • Creusement du déficit courant

En hausse en 2021 (-2,8 % du PIB, après -1,7 % en 2020), le déficit du compte courant devrait encore augmenter, prévu à -3,3 % du PIB en 2022. Depuis 2021, le pays connaît un rebond de la demande domestique pour les biens de consommation importés et subit la hausse des prix des matières premières (nourriture et pétrole en particulier). La balance commerciale des biens est ainsi passée de -8,6 % du PIB en 2020 à -12,4 % en 2021, tendance qui devrait se poursuivre en 2022.

La forte reprise du tourisme permettrait cependant d'améliorer l'excédent de la balance des services. Les entrées de fonds, bien que restant à des niveaux historiquement élevés, devraient diminuer en 2022 (cf. partie 1), exerçant une pression à la baisse sur le solde des revenus secondaires<sup>9</sup>.



<sup>8</sup> Le gouvernement s'est engagé à mener une réforme fiscale dans le but d'augmenter les recettes publiques grâce notamment à une collecte fiscale et douanière plus efficace. La République Dominicaine souffre ainsi d'une faiblesse structurelle des revenus du gouvernement (moins de 15 % du PIB en 2022 d'après le FMI).

<sup>9</sup> Selon l'agence Fitch, la balance des paiements secondaires passerait de +10,7 % du PIB en 2021 à +9,3 % en 2022.

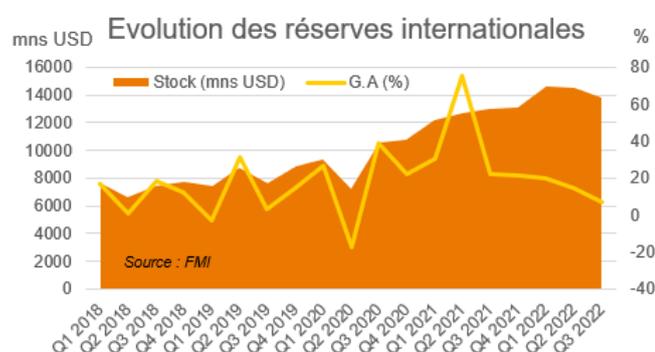


Pour 2023, la modération du prix des matières premières et une demande interne moins dynamique devraient contribuer à la baisse des importations. Les perspectives économiques en berne des principaux partenaires commerciaux, en particulier des Etats-Unis, pourraient toutefois aussi pénaliser les exportations. Finalement, le déficit courant pourrait un peu se résorber, prévu à -2,7% du PIB par le FMI, mais une dégradation plus importante du solde courant n'est cependant pas à écarter.

- **Des flux d'IDE et des réserves internationales en hausse**

Au T1 2022, les IDE ont connu une croissance de 14,6 % en g.a, atteignant 1 milliard d'USD, un record depuis le T2 2017, avec des flux principalement tournés vers le tourisme, les activités minières et manufacturières. Bien que le ralentissement économique aux Etats-Unis et au Canada (44 % des flux totaux au T1) soit susceptible de peser sur les flux d'IDE à court-terme, ils couvriraient le déficit courant<sup>10</sup> sur la période.

Les réserves internationales, en croissance de +14,5 % en g.a au T2, ont atteint un niveau historique de 14,5 milliards d'USD (soit 6,2 mois d'importations). Les nombreux investissements étrangers, la croissance des revenus du tourisme et les entrées de fonds robustes des travailleurs expatriés ont favorisé cette évolution. Cela contribue à soutenir le peso dominicain (+4,1 % ytd face à l'USD), malgré le déficit commercial.



La dette externe de la République Dominicaine a atteint 44 milliards de dollars en 2021, à 46 % du PIB (38 % en 2019). Cependant, la dette externe de court-terme ne représentait que 5,3 % de ce total, s'élevant à 2,3 milliards de dollars, largement couverte par les réserves internationales. De plus, les besoins de financement de

<sup>10</sup> EIU attend des entrées annuelles d'IDE d'environ 3,5 % du PIB entre 2022 et 2026.

<sup>11</sup> Cette bonne position s'est illustrée lorsque le souverain a émis en février \$3,6 mds d'obligations avec des coupons favorables de 5,5 % (échéance 2029) et 6 % (échéance 2033), dont 2,2 mds pour financer le budget 2022 et 1,4 mds pour préfinancer la dette de 2023-2024. Cela fait suite à d'autres opérations de gestion de la dette menées en 2021-2021 pour réduire les besoins de financement de moyen-terme.

<sup>12</sup> La dette externe pourrait toutefois devenir un sujet de risque à moyen terme car elle était à 82 % publique en 2021, et 77 % de la dette externe publique de long-terme était obligataire.

<sup>13</sup> Pour ce dernier, l'adoption du Pacto Eléctrico en 2021 représente une grande avancée dans un pays qui souffre de

court-terme ont été réduits par des opérations de préfinancement et par des placements obligataires<sup>11</sup>. Cela devrait assurer au pays un bon accès au financement sur le marché à court-terme<sup>12</sup>.

## 4. ASPECTS POLITIQUES

En août 2020, la transition pacifique du pouvoir entre le *Partido de la Liberacion Dominicana* (PLD) et le *Partido Revolucionario Moderno* (PRM) a confirmé la stabilité politique du pays. Le PRM dispose d'une majorité dans les deux chambres et d'une bonne popularité (aidé par les performances économiques du pays), ce qui lui offre une bonne marge de gouvernance.

Le climat des affaires bénéficie depuis plusieurs années de politiques pro-marché dans le but d'attirer les IDE pour soutenir les infrastructures et le secteur de l'énergie<sup>13</sup>. La structure de la taxation demeure cependant complexe et la régulation actuelle manque de clarté, désincitant les investissements. Ainsi, la réforme fiscale « Reforma Fiscal Integral<sup>14</sup> » devrait favoriser le climat des affaires, mais le PRM ne disposant pas de la majorité requise (2/3 des élus) devra composer avec l'opposition pour tenter de faire passer cette réforme.

Sur le volet social, la crise politique et sécuritaire en Haïti<sup>15</sup> provoque une hausse des arrivées de migrants haïtiens, source de tensions avec la population dominicaine et exerçant une pression sur les services sociaux du pays. De plus, la population dénonce de plus en plus la corruption des élites, mis en lumière par le mouvement de contestation populaire « Marcha Verde » en 2017<sup>16</sup>. Enfin, la pauvreté et les inégalités restent fortes<sup>17</sup>, faisant peser des risques de stabilité sociale.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Signataire de l'accord de Paris, la République dominicaine ne s'est pas fixée d'horizon de neutralité carbone et est classée en 101<sup>ème</sup> position du classement ND-Gain sur 182 pays. Elle fait face à des risques physiques majeurs avec la montée des eaux et la présence de la majorité de sa population sur des zones côtières régulièrement frappées par des cyclones. Le pays est le 11<sup>ème</sup> pays le plus vulnérable au dérèglement climatique selon l'indice mondial des risques climatiques (de Germanwatch).

problèmes d'organisation, de rentabilité et d'efficacité de son secteur électrique. Ce pacte prévoit notamment l'ouverture du secteur aux acteurs étrangers.

<sup>14</sup> La « Reforma Fiscal Integral » prévoit de simplifier la taxation, éliminer les échappatoires et améliorer les incitations fiscales pour les investisseurs et les entreprises.

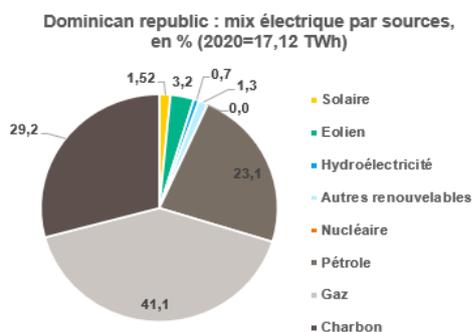
<sup>15</sup> Crise renforcée par l'assassinat du président en juillet 2021 et, plus récemment, par le retrait des subventions sur le carburant.

<sup>16</sup> La présence du président Luis Abinader et de son frère dans les « Pandora Papers » alimente aussi ce sentiment.

<sup>17</sup> Même si la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté a baissé de 50 % en 2004 à 21 % en 2019, et le coefficient de Gini est passé de 49 en 2008 à 41,9 en 2019.



La production d'électricité du pays était à 93% carbonée en 2020, et en hausse constante depuis 2017 (83 %), avec des ordres de grandeur équivalents pour la consommation énergétique. Le pays est aussi dépendant de l'énergie importée.



Pour offrir au secteur électrique une meilleure résilience face au changement climatique, la République Dominicaine a mis en place un « Pacto Eléctrico » en 2021. Celui-ci vise à prioriser les projets d'énergies renouvelables, mieux contrôler l'exploitation de la centrale à charbon de Punta Catalina grâce à la prise de participation de l'Etat, baisser les coûts de production par l'ouverture du marché aux investisseurs étrangers et une améliorer l'efficacité énergétique.

Aussi, l'amélioration récente des relations avec certains de ses voisins, comme la Jamaïque, Trinité-et-Tobago ou les Etats-Unis, pourrait favoriser une meilleure coordination régionale face aux menaces climatiques.



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary**

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

**Anne-Sophie Fèvre**

*Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*

as.fevre@bpifrance.fr

**Adriana Meyer**

*Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*

adriana.meyer@bpifrance.fr

**Victor Lequillier**

*MENA, Turquie, Chine, ASEAN*

victor.lequillier@bpifrance.fr

**Maxime Hautin**

*Economiste stagiaire*

maxime.hutin@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi**

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

**Laetitia Morin**

*Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*

laetitia.morin@bpifrance.fr

**Thomas Laboureau**

*Macroéconomie France, conjoncture ETI*

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.